



**HAL**  
open science

## Les pays andins : fragilités d'une zone émergente

Jean-Joinville Vacher, Olivier Mongin, Victoria Zurita

► **To cite this version:**

Jean-Joinville Vacher, Olivier Mongin, Victoria Zurita. Les pays andins : fragilités d'une zone émergente. *Revue Esprit*, 2014, Juin, 10.3917/espri.1406.0101 . hal-03986539

**HAL Id: hal-03986539**

**<https://hal.science/hal-03986539v1>**

Submitted on 13 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LES PAYS ANDINS : FRAGILITÉS D'UNE ZONE ÉMERGENTE

Entretien avec [Jean-Joinville Vacher](#), Propos recueillis par [Olivier Mongin](#), Propos recueillis par [Victoria Zurita](#)

Éditions Esprit | « [Esprit](#) »

2014/6 Juin | pages 101 à 112

ISSN 0014-0759

ISBN 9791090270497

DOI 10.3917/espri.1406.0101

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-esprit-2014-6-page-101.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Esprit.

© Éditions Esprit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Les pays andins : fragilités d'une zone émergente

Entretien avec Jean-Joinville Vacher\*

*LES Andes sont une région dont la physionomie politique et économique demeure mal connue en France, hormis quelques généralisations à l'emporte-pièce. Il s'agit pourtant d'un espace diversifié et dynamique, et les pays qui le composent font face de manière différente à des problématiques communes : est-il possible de construire des démocraties sans populisme et sans faire violence aux institutions, compte tenu de la condition précaire des populations et des complexités qui sont liées à une grande diversité ethnique (populations entièrement métisses au Venezuela, indigènes en Bolivie et ségréguées au Pérou) ? Comment devenir un pays compétitif dans le marché mondial tout en respectant l'environnement et les modes de vie des minorités ? Quel est le rôle politique de celles-ci ? Et comment sortir des relations de dépendance économique vis-à-vis des grandes puissances tout en luttant efficacement contre la pauvreté ? Question qui suppose bien évidemment une réflexion sur l'avenir de l'éducation et de la recherche dans des pays dont les moyens sont encore modestes. Enfin, quels sont les effets de la loi, ou de son absence, sur deux des grands fléaux de la région : la violence et la drogue ?*

*Comprendre cette région qui s'étend du Perijà jusqu'au désert d'Atacama implique d'aller au-delà de l'uniformité apparente pour saisir la différence entre les variables de chaque pays, différence qui, comme on peut s'y attendre, modifie la nature des enjeux aussi bien que leur degré d'urgence. Cette compréhension est une condition*

---

\* Adjoint au directeur général délégué à la science de l'Institut de la recherche pour le développement (IRD).

*pour que les pays andins deviennent de véritables partenaires culturels et économiques, et pour éviter l'erreur qui consiste à en faire soit un repoussoir soit un paradis pour nos fantasmes politiques.*

*Esprit*

ESPRIT – *À la mort d'Hugo Chávez en mars 2013, de nombreux leaders de la gauche mondiale ont exprimé leur admiration pour le président vénézuélien. Ce fut le cas par exemple de Jean-Luc Mélenchon. La presse française s'est alors intéressée au chavisme, au bolivarianisme, au type de régime qu'avait mis en place Chávez, et que Nicolás Maduro, élu en avril 2013 dans des circonstances compliquées, s'applique à poursuivre. Comment ce régime se décline-t-il dans les différents pays de la région ? Est-ce une spécificité andine ou un phénomène commun à toute l'Amérique du Sud ?*

Jean-Joinville VACHER – C'est une spécificité du Venezuela, en réalité. Le chavisme est une forme de populisme qui s'appuie sur la faillite de tous les pouvoirs politiques pendant la IV<sup>e</sup> République, faillite due à une forte dégradation des conditions de vie des Vénézuéliens et au désintérêt dont firent preuve les classes politiques traditionnelles, même dans le discours, quant aux problèmes des plus démunis. Comme souvent ailleurs dans la région, Chávez a construit son gouvernement à partir des dégâts d'un néolibéralisme forcené, d'un pillage permanent et d'une pauvreté inacceptable pour un pays riche comme le Venezuela. Les deux éléments essentiels du chavisme sont la figure de Bolívar, père de l'indépendance et de la naissance des nations, instrument d'une rhétorique anti-américaine, et la manne pétrolière.

### *Qu'est-ce que le « bolivarianisme » ?*

Le Venezuela est un pays rentier qui est la troisième puissance d'Amérique du Sud, avant le Chili et la Colombie. Son PIB est de 400 milliards de dollars, dont 90 % proviennent de l'industrie pétrolière. Ce sont des ressources considérables qui sont entièrement sous le contrôle de l'État. De ce fait, l'État vénézuélien possède un pouvoir économique qui autorise la mise en œuvre d'une politique monétaire très puissante et des subventions sur tous les produits agricoles, sur l'eau, l'électricité et, bien évidemment,

sur le pétrole, et qui amplifie le rôle international. Au Venezuela, un dollar au taux parallèle représente plus de trois cents litres d'essence ; celle-ci est totalement subventionnée. Cette rente pétrolière, qui est l'arme de la réduction de la pauvreté, permet de recruter un grand nombre de personnes dans les services publics et de mettre en œuvre des programmes sociaux dans les quartiers populaires. Mais ces bénéfices de la rente pétrolière sont estompés par une régression économique marquée (le PIB est négatif depuis plusieurs années) et une inflation de 30 %, liée à une très forte dévaluation de la monnaie. Ce tableau est d'autant plus complexe que, en réponse au contrôle des changes, s'est développé un marché parallèle qui distord le prix des devises, avec un facteur multiplicatif de dix. Cette duplicité du marché monétaire bénéficie à certains membres de l'élite politique et économique, qui spéculent sur les écarts. Elle donne ainsi naissance à une corruption exponentielle et déséquilibre fortement le fonctionnement économique.

Les résultats des dernières élections ont été une véritable surprise. Tout indiquait que le chavisme, bien que solidement assis sur le charisme, la rhétorique et la personne de Chávez, hybride de Che Guevara et du Christ, allait survivre aisément à la mort de sa figure centrale. Après la victoire de Chávez à la présidentielle de 2012 et suite au recul de l'opposition dans les élections régionales, on pouvait s'attendre à ce que Maduro l'emporte haut la main. Pourtant, il a perdu près de 20 % de voix en quelques mois, et a gagné les élections avec un écart de seulement deux cent mille voix. Si les élections locales de décembre 2013 ont conforté Maduro, accordant la victoire à son parti, l'avenir du chavisme comme parti dominant n'est pourtant pas assuré, comme l'ont montré les mouvements massifs de protestation de ces derniers mois.

*Chávez concevait le bolivarianisme comme un modèle d'intégration pour toute l'Amérique latine. Mais le bolivarianisme peut-il jouer un tel rôle ? Cela semble difficile, si l'on considère que, au-delà du fait historique des guerres d'indépendance, il n'y a peut-être pas de trait identitaire fort qui donne du contenu à cette doctrine.*

Il est vrai que cette communauté de langue, d'histoire et de religion qui caractérise la majorité de l'Amérique latine favorise *a priori* les régionalismes. Dans la pratique, on a vu que ceux-ci ne sont pas efficaces. La Communauté andine (CAN) est en train de disparaître, même si elle avait une structure bien définie, avec un parlement et des centaines d'experts. Le Mercosur (Marché commun du Sud)

fonctionne très mal aussi, en dehors du cadre commercial. Seule l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) est une force aujourd'hui sur le plan diplomatique. Et puis, deuxième problème, les organismes régionaux se multiplient et les gouvernements sont très opportunistes à leur égard. Par exemple, le Pérou et la Colombie ont intégré l'Alliance du Pacifique (AP), bloc commercial qui a surtout en vue le commerce avec l'Asie, pour se retirer ensuite et aller faire un tour dans la Communauté andine. Comme le Venezuela, qui a quitté la CAN avant de rejoindre le Mercosur pour des raisons politiques et qui a créé l'Alba, l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique.

Le bolivarianisme comme figure intégrative n'a de sens qu'au Venezuela. On y voit dans tous les ministères le portrait du *Libertador*, puisque c'est lui le symbole de l'indépendance et de la décolonisation ; mais en Bolivie, par exemple, l'indépendance n'est qu'une continuation de la période coloniale, car elle a été faite par les Blancs et les puissants qui ont continué à asservir les Indiens. Autant Hugo Chávez et Evo Morales se retrouvaient sur un nombre de points, comme le refus du néolibéralisme et de l'hégémonie nord-américaine, autant sur les héros des guerres d'indépendance il existe une séparation terrible. Evo Morales ne consentirait jamais à accrocher dans son bureau un quelconque portrait de Bolívar. Indigéniste pur et dur, il préfère créer un vice-ministère de la Décolonisation pour sortir les mentalités du modèle occidental et retrouver pleinement l'identité indienne, que ce soit dans le cadre politique, juridique ou culturel.

En Équateur, Bolívar n'a pas la même importance que dans les pays voisins parce que ce n'est pas un personnage local et que la nation a eu ses propres leaders. De toute façon, l'Équateur de Correa est un pays orienté vers l'avenir, qui regarde peu en arrière. Le passé garde une certaine valeur à cause de l'héritage indigène, mais il est peu présent dans le discours politique. Correa est sans doute un président de gauche, soucieux de moderniser le pays, surtout au moyen du progrès technologique et de la planification.

*La popularité du bolivarianisme au Venezuela est-elle due à une fragilité identitaire plus forte qu'ailleurs ?*

Il n'y a pas d'identité forte derrière la figure de Bolívar – il y aura maintenant Chávez –, le Venezuela étant largement un pays de métis. La Colombie, dont on n'a pas encore parlé, s'identifie aussi au bolivarianisme, mais elle tend également à mettre en avant sa

prodigieuse diversité culturelle et linguistique (on y parle plus de soixante langues régionales). La constitution reconnaît d'ailleurs cette diversité et octroie à ses représentants une place au Sénat.

Il est par ailleurs intéressant d'observer la façon dont la célébration du bicentenaire des indépendances s'est déroulée dans les différents pays. Chacun s'est exécuté isolément et s'est lancé dans une compétition avec les pays voisins pour déterminer qui allait fêter le bicentenaire le premier. Les historiens et autres universitaires ont souvent organisé des séminaires ayant comme objectif nationaliste d'affirmer la centralité de leur pays dans la geste de Bolívar. Les Vénézuéliens, parce qu'il s'agit de son pays de naissance ; les Colombiens, parce que Bolívar a joué un rôle important dans les mouvements d'indépendance de l'ancienne Nouvelle-Grenade et parce que celle-ci avait été le lieu de plusieurs révoltes émancipatrices bien avant l'instauration des *Cortes de Cádiz*.

Outre le bicentenaire, une autre raison de l'essor relativement récent du bolivarisme est tout simplement l'indéniable influence de Chávez, qui a fait accepter sa vision politique à travers son soutien financier aux campagnes des chefs d'État et en signant des accords économiques très avantageux. Sans Chávez, le bolivarisme politique peut-il survivre ? La question reste ouverte.

## *La place des mouvements indigénistes*

*En se promenant dans les autres pays andins, on observe une montée des mouvements indigénistes. Y a-t-il une instrumentalisation politique de l'indianité ?*

Bien sûr, et cette instrumentalisation a aussi son histoire, surtout en Bolivie. En 1952, ce pays a connu une révolution importante, qui comportait la première réforme agraire de l'Amérique du Sud et la nationalisation des industries minières. Cette révolution a été menée, selon un schéma marxiste, par des mineurs ou des agriculteurs, dont la particularité était leur origine indigène. Il y a donc dès 1952 une présence forte des mouvements indiens en politique. Ce ne sont pas les métis qui prennent les armes, mais la population indienne locale.

Toutefois, le prestige que confère le statut de mineur encourage les militants à oublier leurs racines et à tenir un discours qui met plus l'accent sur la lutte des classes et moins sur la problématique

spécifiquement indienne. Peu à peu se développe une classe politique métisse qui remplace l'élite blanche et qui, elle aussi, tend à négliger cette question. Néanmoins, les productions littéraires, artistiques et cinématographiques affirment sans équivoque une identité qui est en fin de compte celle de la grande majorité de la population. À La Paz, un tiers de la population parle soit aymara soit quechua. Ce profond enracinement des Boliviens dans la culture indigène, qui se manifeste encore dans leurs traditions malgré un certain métissage, s'explique en partie par la localisation de la capitale, en plein cœur de la cordillère des Andes. Lima, en revanche, se situe sur la côte. Par conséquent, on n'y trouvait jadis que l'élite blanche et ses serviteurs noirs. La vague de migrations en direction de la capitale des populations indiennes sera la conséquence des activités terroristes.

À partir de 1982, en Bolivie, à la fin d'une période marquée par les coups d'État et les dictatures, à peu près une quinzaine de députés indiens sont élus et certains chefs de file des mouvements indigénistes, tels que Felipe Quispe, deviennent des acteurs de poids sur la scène politique. Evo Morales n'a donc eu qu'à attendre la consolidation d'une force politique qui avait déjà réussi à faire tomber plusieurs chefs d'État. En réalité, il est moins proche au départ des mouvements indigénistes qu'il n'y paraît. Ses origines sont clairement indiennes, mais il part très vite à Cochabamba pour travailler dans les plantations de coca et il ne parle pas couramment l'aymara. C'est d'ailleurs aussi le cas de son vice-président, qui ne maîtrise aucune langue autochtone. Evo Morales n'appartient pas vraiment à l'univers identitaire des Indiens, mais à leur monde social, même s'il se sert des symboles de l'indigénisme. C'est pour cette raison que, face aux échecs occasionnels de la démocratie représentative, il n'hésite pas à s'emparer de l'emblème des mouvements sociaux et à les évoquer pour s'investir d'une certaine autorité : *los movimientos sociales me han dicho que* (« les mouvements sociaux m'ont dit que »).

L'indigénisme reste une particularité bolivienne. En Équateur, Correa a rompu avec les mouvements indiens, mettant fin aux relations plutôt amicales qu'ils avaient nouées à son arrivée au pouvoir. Moins puissants qu'en Bolivie, les mouvements indiens avaient néanmoins contribué plusieurs fois à faire basculer la politique du pays en précipitant la chute de deux ou trois présidents. Cependant, on l'a vu, la politique de Correa est plus tournée vers le progrès et l'avenir que vers le passé et l'héritage, aussi incontournable que soit



la question indigène dès qu'il s'agit de s'adresser aux couches populaires, en particulier lorsqu'on tient un discours « citoyen ». Son engouement pour le progrès et le futur se manifeste à travers sa remarquable politique pour l'enseignement et la recherche. Par exemple, quinze mille bourses seront attribuées par le gouvernement équatorien pour les maîtrises et les doctorats, bien plus qu'au Brésil, en proportion à la population des deux pays. Il y a également une forte demande de chercheurs étrangers, dont les séjours en Équateur sont financés par l'État. Dans ce domaine, il est intéressant de constater que la Bolivie est le pays d'Amérique du Sud qui présente le plus haut taux de jeunes allant à l'université.

Le Pérou, contrairement aux pays voisins, n'a pas eu de mouvements indiens importants. Le Sentier lumineux les a tués comme il a tué la gauche. D'abord, le Sentier lumineux n'a jamais accepté les Indiens parmi les siens. Sur les soixante mille morts de cette période de violence, cinquante-cinq mille sont des Indiens.

En dépit des traumatismes, la présence indienne revient maintenant sur le devant de la scène dans les domaines de la santé et de l'environnement, en particulier concernant l'impact de l'activité des industries minières. Dans ces domaines, les communautés indigènes ont pris la place des ONG. Un exemple de cette nouvelle forme d'activisme sont les manifestations violentes au Bagua, dirigées par des associations comme les Jivaros ou par les communautés de Cajamarca. Deux problèmes concernent particulièrement les communautés indigènes : la pauvreté extrême et les ravages perpétrés par les multinationales minières. On estime que dans l'ensemble du bassin amazonien, 20 % du territoire serait en concession. Au Pérou, le pourcentage s'élève jusqu'à 60 %. Ainsi, il est devenu habituel que des grues et des bulldozers viennent détruire le paysage. Il faut cependant signaler que si les communautés indigènes sont devenues les opposants à l'exploitation indiscriminée de la nature, et si leur action peut aspirer à une certaine efficacité, pour l'instant elles n'ont produit ni leaders ni vision politique à l'échelle nationale.

L'unité politique fait aussi défaut aux mouvements indigènes en Bolivie. Mais ceux-ci n'en font pas moins contrepoids au gouvernement de Morales. Mais aujourd'hui, ce n'est pas tant l'opposition de la région des terres basses de Santa Cruz qui est une menace pour l'actuel président, mais les villes indiennes qui lui ont tourné le dos : Oruro, Potosí, El Alto sont toutes passées à l'opposition, comme les principales villes aymara. Cet éloignement s'explique par la déception vis-à-vis du gouvernement de Morales qui n'aurait pris

que des mesures palliatives (dans le style de Chávez, mais sans les mêmes ressources économiques) en distribuant des bons aux écoliers, aux personnes âgées, aux femmes enceintes, mesures qui à elles seules ne peuvent réduire sensiblement la pauvreté.

### *Les pays andins dans la mondialisation*

Il faudrait nuancer cette image du gouvernement bolivien comme exemplaire d'une gauche archaïque en signalant que la rigueur budgétaire de Morales n'a pas de pair en Amérique du Sud. Il existe une caricature assez juste, parue dans la presse bolivienne : Morales reçoit un diplôme du FMI pour sa bonne gestion des comptes devant Alan García, président du Pérou jusqu'en 2011 et qui se voulait le président de l'investissement international, très jaloux. En fait, à rebours des préjugés, la Bolivie est le seul pays de l'Amérique du Sud à avoir eu ces dernières années un excédent budgétaire. Cela s'explique aussi par l'augmentation des impôts sur les mines et les hydrocarbures, qui ont été multipliés par trois. Pourtant, cette fiscalité lourde n'effraie pas les multinationales, qui continuent à faire des profits. Il est intéressant de noter que les gouvernements de gauche ont poursuivi la pratique extractiviste, en augmentant, certes, le rôle de l'État et les impôts, mais sans changements majeurs dans la gestion socio-environnementale de cette activité.

*Nous avons donc affaire à une région de plus en plus inscrite dans l'enjeu de la mondialisation économique.*

Il y a même dans ce jeu un aspect inquiétant, une sorte de régression. Tous ces pays, et même le Brésil, sont en train de tomber dans une construction économique complètement dépendante du Nord et de l'Asie, en raison de l'importance qu'a pour leurs économies l'exportation de matières premières (hydrocarbures, minéraux) et de produits agricoles. C'est ainsi que la plupart des pays de l'Amérique du Sud dépendent très largement du marché international. On aurait pu s'attendre à ce que la région développe des industries agroalimentaires et de transformation, mais la mondialisation semble avoir eu l'effet inverse. Le Pérou exporte des mangues et des asperges ; l'Argentine, du soja ; d'autres encore exportent des fleurs. Seules exceptions, le Brésil (qui a toutefois augmenté ses exportations de bois, de viande et de soja) et la Colombie, deux pays qui ont une industrie locale et une demande

interne forte. Le résultat, c'est que l'adage tient toujours : quand la Chine tousse, l'Amérique du Sud titube. En 2009, les différents pays de la région connaissaient une croissance entre 7 % et 9 %, mais la crise des pays du Nord a fait tomber ce pourcentage à 3 % ; autrement dit, les perturbations du marché international peuvent diviser par trois le taux de croissance de ces économies, ce qui prouve bien à quel point elles sont vulnérables.

La solution qu'on a trouvée à cette frénésie d'exportation, à savoir l'augmentation des impôts sur les matières premières, ne répond pas à cette fragilité.

*Vu de France, il semblerait que la région andine regagne son importance, alors qu'elle n'était plus une cible intéressante pour notre politique étrangère.*

Il est vrai que le discours sur l'Amérique latine commence à changer, et pas seulement en France. Au début, on ne s'intéressait qu'au Brésil et, éventuellement, à l'Argentine et au Chili. Mais le Brésil est un pays suffisamment puissant du point de vue économique pour négocier avec n'importe qui. C'est alors qu'on s'est aperçu que la France devait aussi s'intéresser plus fortement à des pays comme la Colombie, le Pérou et le Venezuela, bref, à toute cette région dans laquelle elle était peu présente. La France et le Venezuela se sont retrouvés en novembre 2012. Le même mois, François Hollande a été reçu par Ollanta Humala au Pérou et, ensuite, il a accueilli Evo Morales avec bienveillance, puis Correa en visite officielle. Laurent Fabius s'est déjà rendu au Chili, au Pérou et en Colombie. Les échanges et les visites entre les ministres et les chefs d'État des pays andins ne cessent de se multiplier.

La coopération scientifique est aussi un moyen efficace pour entretenir les liens entre la France et les pays andins. Nous menons des actions fortes au Brésil, en Équateur et en Bolivie, ce qui explique la tendance du ministère des Affaires étrangères à parler de « diplomatie scientifique ». En considérant l'investissement qu'impliquent ces formes de coopération, nous pouvons prendre la mesure de l'importance que leur accorde notre gouvernement. L'appui de la France à la coopération scientifique et d'enseignement supérieur pour les pays andins dépasse les dix millions d'euros par an. La qualité de cette relation scientifique a été soulignée dans les déclarations communes des présidents Hollande et Humala ainsi qu'avec Correa.

Le rapprochement récent entre le Venezuela et la France illustre bien les rapports entre coopération scientifique et intérêt économique.

Celui-ci, lié principalement à l'importance économique du pays dans la région et à la présence du groupe Total, a été supervisé du côté français par Benoît Hamon et par un ancien camarade, Temir Porras, du côté vénézuélien. Temir Porras est un ancien vice-ministre de l'Enseignement, énarque ayant vécu dix ans en France, très investi dans le mouvement écologiste. On voit alors les avantages d'accueillir des doctorants étrangers en France. Ils ont signé plusieurs accords commerciaux et un accord scientifique qui bénéficie à l'IVIC, le plus important centre de recherche au niveau national. On lui accorde en moyenne deux cents millions de dollars de financement, ce qui est supérieur à ce que reçoit en France un institut de recherche, en relation avec le nombre de chercheurs. Depuis dix ans, grâce aux différents programmes de bourses, deux cent cinquante doctorants vénézuéliens ont fait leurs études en France. On récoltera les fruits de cet effort lorsque ces doctorants auront un pouvoir décisionnel dans leur pays.

L'Équateur développe une politique ambitieuse pour la science et l'enseignement supérieur. Seuls 10 % des professeurs universitaires sont titulaires d'un doctorat ; le gouvernement équatorien veut atteindre 50 % d'ici 2017. Pour ce faire, il offre quinze mille bourses de master et de doctorat tout en accélérant les départs à la retraite. Cette volonté d'investissement dans la recherche est aussi présente en Colombie (un peu moins maintenant) et au Pérou, qui a récemment multiplié par quatre le budget consacré à la recherche, ainsi qu'en Bolivie. Cette politique régionale en faveur de la science est une véritable nouveauté.

*Au Venezuela, y a-t-il des progrès comparables à ceux de la recherche technologique dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la professionnalisation de la classe moyenne ?*

Jusqu'ici, la formation doctorale se fait surtout à l'étranger. La France et le Venezuela offrent ensemble des bourses à coût partagé avec la contribution d'une entreprise française. Les doctorants et prédoctorants qui ont été formés (autour de cent cinquante) dans le domaine des technologies de pointe, des mines et du pétrole ont suivi leurs enseignements en France. Cependant, on essaye de plus en plus de relocaliser la formation. Le Venezuela reste un pays de pointe pour les nanotechnologies, et nous avons mis en place un accord avec une dizaine d'universités françaises qui ont proposé deux cent cinquante heures de cours sur un site web, niveaux master et doctorat. L'objectif au long terme serait d'employer les

nouvelles technologies de communication pour développer des masters et des doctorats communs. L'Équateur est en train de créer trois universités dans l'Amazonie, spécialisées sur les grands enjeux globaux ; nous accompagnons l'Équateur dans ce projet.

### *Violence et environnement*

*Malgré ce renversement d'image, la face sombre demeure. L'insécurité qui frappe la région est-elle le produit d'une industrialisation trop rapide, comme cela semble être le cas de El Alto et de La Paz ? Et puis, peut-on espérer que ces gouvernements seront suffisamment responsables pour renverser les effets désastreux qu'une industrialisation brutale peut avoir sur l'environnement ?*

La violence est malheureusement ancrée dans le passé. Si l'on peut se réjouir du probable accord de paix en Colombie, la consolidation de la paix sera un large défi. En Colombie, les confrontations entre les FARC et les paramilitaires ont laissé derrière elles plus de trois cent mille morts. Au Pérou, la guérilla en a fait soixante mille. Ce qui est en jeu dans ces pays est donc le travail de la mémoire, de la justice et de la réconciliation. Santos a fait en Colombie un effort colossal pour trouver un accord entre ces trois termes, mais la paix ne sera possible que sous la surveillance d'un système judiciaire solide. Même si les guerres se sont réduites en Colombie et ont presque disparu au Pérou, la question de la justice et de la réconciliation demeure ouverte.

La paix soulève aussi le problème de l'occupation des terres, principale cause de l'extermination des Indiens en Colombie. On assiste au Pérou, en outre, à la reconstitution, par la dynamique agraire, des grandes propriétés, surtout dans l'agro-industrie d'exportation.

En revenant sur les défis sociaux et écologiques que doit relever la région, on remarque que le monopole des grandes entreprises agroalimentaires, au détriment des petits agriculteurs et des coopératives, a pour conséquence la recrudescence de la pauvreté dans les zones rurales (main-d'œuvre exploitée, salaires très bas) et de graves problèmes sanitaires liés à l'usage incontrôlé de pesticides et d'autres substances polluantes. La négligence du gouvernement péruvien sur la protection de l'environnement était telle que les multinationales ont choisi d'elles-mêmes de se plier aux normes de la Banque mondiale, plus contraignantes que celles qu'envisage la

législation péruvienne, craignant que, en l'absence d'une protection minimale des travailleurs et du milieu, leurs activités dans le pays ne deviennent un obstacle à l'obtention de fonds auprès d'organismes internationaux.

*Suivant ce raisonnement, il revient aux communautés locales de s'opposer aux excès des industries. Ont-elles la capacité de renverser la tendance actuelle ?*

Non, mais elles sont plus efficaces sur le plan politique que les ONG et les autres organismes internationaux. Dans ces pays, les ONG n'ont aucun pouvoir politique et les gouvernements restent souvent sourds à leurs revendications. En revanche, les États commencent à réfléchir à tous les problèmes que nous venons d'évoquer grâce aux activités des communautés de paysans et d'indigènes. Mais il est difficile de rester optimiste. En Équateur, Correa avait voulu préserver le parc Yasuni en interdisant l'exploitation de ses impressionnantes ressources pétrolières. Il avait demandé des compensations en échange, mais sa stratégie a échoué ; il cède désormais des concessions aux multinationales. La politique extractiviste se poursuit avec force pour tous les pays andins. Dès que les Indiens s'opposent à ces projets, ils sont qualifiés d'ignorants qui freinent le développement du pays.

Enfin, un dernier problème qui risque de hanter la région dans les années à venir, dont les enjeux sont à la fois sociaux, écologiques et sécuritaires, est celui de la drogue. Les pays andins en produisent toujours plus. Le Pérou, qui a devancé la Colombie dans la production de cocaïne, est désormais le premier producteur au monde, même si la Colombie continue à avoir le monopole sur la transformation. Et le Venezuela est un des points névralgiques du trafic de drogue, une porte ouverte vers l'Afrique et les Caraïbes. Il est d'ailleurs fâcheux que, face à la montée du narcotrafic<sup>1</sup>, les banques internationales soient très peu regardantes sur l'origine de leurs fonds, et que les particuliers en profitent. Il n'est pas exagéré de dire que l'explosion de la construction urbaine qu'ont connue certains pays comme le Pérou est alimentée par les cocadollars.

Propos recueillis par Olivier Mongin  
et Victoria Zurita

---

1. Sur ce sujet, voir « Le narcotrafic, une violence incontrôlable : l'État et les gangs en Amérique du Sud », *Esprit*, août-septembre 2012.